

Journées de concertation des partenaires

Du 30 septembre au 1^{er} octobre 2020

Préparation de la V1 du PO 2021-2027

Groupe de travail “ Numérique ”

Rappel : Les objectifs de la V1 du programme opérationnel 2021-2027 pour la Région Nouvelle-Aquitaine sont de définir en priorité les **typologies d'actions soutenues et les types de bénéficiaires**.

Objectif stratégique	Une Europe plus intelligente, par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante
Enjeux	<p>La crise du Covid-19 a permis de mesurer encore davantage l'importance pour un territoire d'avoir un écosystème numérique performant et résilient : filière des entreprises dynamique, infrastructures en fibre optique déployées, appropriation des usages numériques par les entreprises et les citoyens, services publics numériques performants notamment dans les domaines de l'éducation ou de la santé.</p> <p>L'Europe a promu de multiples initiatives pour développer le numérique sur le tryptique « Infrastructures, Usages, Services ».</p> <p>La période 2014/2020 a vu le programme THD s'initier et les travaux visant à couvrir le territoire régional délaissé par l'initiative privée au cours des prochaines années sont lancés. L'ensemble des autres enjeux sont accrus. Au-delà notamment des enjeux de R&D de la filière numérique intégrés dans la S3 et donc présent dans un autre objectif spécifique, celui-ci se concentrera spécifiquement sur l'accompagnement nécessaire à la transformation numérique des entreprises, des citoyens et des pouvoirs publics.</p> <p>À l'échelon national, une politique pour le développement numérique est menée: plan THD sur les infrastructures, ouverture des données, modernisation des services publics et soutien à la dématérialisation des services, programme sur les tiers-lieux, plan national sur le numérique inclusif, plan numérique pour l'éducation, programme France Num sur la transition numérique des entreprises œuvrant sur les « marchés verticaux »,...</p> <p>Ces enjeux se retrouvent particulièrement dans la politique régionale de Nouvelle-Aquitaine avec notamment le plus fort maillage rural et périurbain de tiers-lieux de France ou une politique ambitieuse sur la transformation numérique des entreprises agricoles, industrielles ou de service. Par ailleurs, les autres échelons territoriaux de Nouvelle-Aquitaine s'investissent également fortement pour l'inclusion numérique notamment, enjeu important d'insertion sociale.</p> <p>L'effet de levier européen sur 2021/2027 est très important pour accélérer la transformation numérique de l'ensemble des acteurs, jouer cet effet de levier attendu, apporter cohérence et mutualisation à l'échelon régional.</p>

Le numérique au bénéfice des entreprises

Un écosystème performant passe par l'appropriation des usages numériques par les entreprises ce qui se traduit notamment par le développement du commerce en ligne. Le numérique est un facteur clé de compétitivité et de performance des entreprises.

Plus que jamais, la transition numérique des entreprises apparaît comme un des enjeux essentiels du territoire, dans un contexte de plus en plus concurrentiel où le numérique crée la différenciation. Soutenir les entreprises dans l'appropriation des usages numériques est impératif afin de leur permettre d'améliorer leur productivité et leur compétitivité, de les accompagner dans les mutations indispensables. Favoriser leur montée en compétences ainsi que celle de leurs salariés favorisera la création de nouveaux emplois sur les territoires.

Néanmoins, la France se situe en deçà de la moyenne européenne concernant la transformation numérique des entreprises, en termes d'outils déployés et d'usages. De nombreuses TPE et PME n'ont pas encore franchi le cap de leur transition numérique : faible utilisation du numérique pour leurs besoins quotidiens d'organisation (recrutement, gestion, veille,...) ; pas d'outils de marketing et de vente en ligne ; exploitation insuffisante de leurs données ; le numérique n'est pas suffisamment intégré aux différentes facettes de leurs métiers (conception, production, marketing, vente, communication,...). Le besoin est fort pour toutes les entreprises quel que soit leur taille ou leur stade de développement.

Cette transformation numérique est accompagnée d'une hausse de la cyber-menace, qui touche toutes les entreprises. Celles-ci sont de plus en plus concernées par des problématiques de cyber-sécurité. 47 % des PME de moins de 50 salariés et 63% des PME de plus de 50 salariés ont été atteintes par des cyberattaques en 2017.

Ces enjeux transverses de cyber-sécurité doivent être intégrés aux actions soutenues.

La mobilisation de cet objectif spécifique permettra à la Nouvelle-Aquitaine de répondre aux enjeux de développement des capacités numériques des entreprises tout en veillant à une sécurisation de la donnée et au respect du principe de sobriété numérique.

Résultats attendus :

- Hausse des usages avancés des technologies numériques par les entreprises ;
- Accroissement du nombre d'entreprises ayant réalisé leur transition numérique ;
- Création de valeur pour les entreprises ;
- Montée en compétences des dirigeants et des salariés d'entreprises, y compris sur les enjeux de la cybersécurité ;
- Création de nouveaux emplois ;

L'accompagnement à la transformation numérique de l'ensemble du tissu économique est un enjeu important du programme 2021-2027 mais celui de la sphère publique et des citoyens l'est également.

Le numérique au service des citoyens et des services publics

L'Europe a initié des démarches structurantes dans ce domaine : la Directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public, le développement d'un identifiant pour les citoyens, ou encore, plus ancienne, la directive européenne Inspire qui a tiré les conséquences des besoins, des avancées techniques et de l'ouverture des données publiques en imposant aux autorités publiques de rendre leurs données environnementales géographiques accessibles sur Internet.

L'accessibilité et la diffusion des services publics numériques font partie intégrante de l'Agenda Numérique de l'Europe. L'enjeu est de garantir aux citoyens et aux entreprises un accès facilité et rapide aux services publics des Etats et des collectivités par les usages du numérique, et d'améliorer la performance des structures publiques.

Malgré une dématérialisation en cours de l'ensemble des démarches administratives, il est nécessaire d'améliorer la qualité des services publics numériques. L'usage du numérique est hétérogène selon la taille des collectivités.

Par ailleurs, la forte dématérialisation des services publics nécessite de prendre en compte l'enjeu majeur d'inclusion numérique de l'ensemble des néo-aquitains : 17 % de la population est concernée par l'illectronisme. Il existe des disparités des capacités et des compétences numériques, de l'équipement des ménages et des usages d'internet selon la situation socio-économique.

La mise en œuvre de programmes de médiation multi-cibles dans les territoires devra permettre de soutenir notamment des initiatives en faveur de l'éducation aux médias et au numérique. L'appropriation des usages numériques est un enjeu central aussi bien pour les entreprises que l'ensemble des citoyens. De même, la transformation numérique des acteurs publics nécessite la mise en place de mesures plaçant l'utilisateur au centre des dispositifs.

Dans les secteurs stratégiques pour une société de la santé et de l'éducation, l'usage des services en ligne se situe sous la moyenne européenne: en 2017, le taux de recours de la population à des services de santé en ligne est de 12 % (moyenne européenne de 18%), 34% des médecins généralistes déclarent avoir eu recours aux prescriptions électroniques (50 % au niveau européen). La période de crise a fait évoluer ces chiffres mais ils sont à consolider.

La souveraineté numérique des logiciels d'e-éducation de préférence « libre » et leur interopérabilité font également partie des enjeux permettant une accessibilité au plus grand nombre. En effet, « L'école à la maison » imposée par la crise sanitaire de la COVID -19 a permis de mesurer le besoin d'outils numériques performants à mettre à disposition du corps enseignant mais aussi sa maîtrise, y compris par les familles.

La Edtech constitue également un enjeu nécessaire à la transformation des modes d'apprentissages, afin d'enrichir l'expérience de l'apprenant comme celle du formateur.

A l'échelle locale, des stratégies numériques de territoires peuvent servir d'appui au développement consolidé de projets dans le cadre de dynamiques « smart territoires » : le déploiement d'Environnements Numériques de Travail dans les différents cycles de formation initiale, l'ouverture des données, les dispositifs d'inclusion numérique, constituent des exemples de fonctions à intégrer à ces stratégies.

Les politiques intégrées visant la maîtrise d'une infrastructure optique et/ou un réseau de capteurs associés permettant de piloter un espace urbain ou délivrer des services participent du numérique responsable permettant par exemple des économies d'énergie ou une optimisation des ressources. Plus largement à l'échelon du territoire régional, l'enjeu de la maîtrise et de la gestion de la donnée actualisée de transport intermodale est particulièrement important.

L'ensemble de ces éléments doit tenir compte des problématiques de cybersécurité et de la protection des données qui touchent également tous les acteurs publics et pas seulement les Opérateurs d'Importance Vitale (OIV) ou les Opérateurs de Services Essentiels (OSE). Plusieurs collectivités ont subi des attaques pour être rançonnées. Un accompagnement global est nécessaire pour tous.

Enfin, la part du numérique dans les émissions de gaz à effet de serre a augmenté de moitié de 2013 à 2018. Le numérique est aujourd'hui l'un des gros consommateurs d'énergie tant en ce qui concerne la fabrication des équipements que pour ses usages. Sa consommation énergétique s'accroît de 9 % par an, qui se répartit en 55 % pour l'usage du numérique et 45 % pour la production des équipements.

Le numérique émet en 2019 4 % des gaz à effet de serre du monde.

	Des recommandations émergent aujourd'hui autour d'une utilisation plus sobre du numérique afin de réduire son impact environnemental (réemploi des équipements, utilisation plus frugale de l'énergie, mutualisation, offre de services low tech,...). Les services numériques soutenus dans la prochaine programmation doivent prendre en compte cette nécessité du numérique responsable.
Objectif spécifique	Tirer pleinement parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics
Types Actions	<p>Le numérique au bénéfice des entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toutes actions qui concourent à la mise en place de pôles d'innovation numériques locaux (coopération régionale multi-partenariale). • Actions de sensibilisations et d'animations collectives et d'accompagnements à la transformation numérique des entreprises ou d'expérimentations de numérisation de processus, • Transformation numérique d'une filière d'activité économique. • Aide aux actions globales de diagnostics. • Soutien aux Marketplaces / commerce de proximité – produits locaux. Projets de développement, de promotion ou de soutien aux actions de recrutement des e-commerçants. • Diagnostics préalables ou Chèques transformation numérique : financement de prestations de service et d'équipements au bénéfice des entreprises, à titre individuel, pour le développement et l'intégration d'outils TIC dans leur activité. <p>Le numérique au service des citoyens et des services publics</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et de la santé, qui verront leurs usages numériques exploser à l'avenir, il est stratégique qu'une action publique régionale d'envergure, spécifique, visant la maîtrise de réseaux en fibre optique (existants) sur du long terme, dans une logique de Groupes Fermés d'Utilisateurs (GFU) grâce à l'achat d'IRU (droits irrévocables d'usages) soit menée. • Expérimentations de technologies avancées contribuant à faire émerger de nouveaux usages et services ; ou associant usages innovants et technologies avancées et impliquant des compétences d'entreprises, d'équipes de recherche, de collectivités, d'associations, de citoyens dans les territoires dans une démarche collaborative et dans une optique de généralisation sur le territoire. • Développement de projets utilisant des technologies émergentes ou de rupture concourant à transformer des chaînes de valeur économique et/ou à susciter de nouveaux usages sur un territoire. • Projets de "smart territoires" associant transition sociale et économique, transition écologique et transition numérique, impliquant les acteurs et les citoyens à travers des démarches de co-construction; systèmes d'information territoriaux multi-acteurs reposant sur la dématérialisation des services du territoire. • Mise en œuvre de services «phygitaux» dans les territoires, notamment ruraux combinant services numériques et présence physique au plus près des usagers. • Enrichissement du dispositif des tiers-lieux incluant les fablabs, leur animation à l'échelle régionale (FSE) : initiatives fondées sur des communautés d'acteurs et la mutualisation des compétences et des équipements entre tiers-lieux. • Acquisition, sécurisation et exploitation de la donnée par les administrations et les entreprises notamment par des projets innovants (contenus, technologies, usages, gouvernance, organisation de l'écosystème). • Mise en place de data-center régionaux pour l'hébergement sécurisé et la gestion de données stratégiques. • Développement de projets innovants autour de la donnée territoriale (contenus, technologies, usages, gouvernance, organisation de l'écosystème) : open-data, cyber-

	<p>sécurité, plateformes de services mutualisés au service du citoyen et de l'attractivité des territoires ruraux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au développement de l'e-éducation: service public numérique (espace numérique de travail), enseignement à distance, contenus, expérimentations. • Soutien au développement de la e-santé, et notamment la mise en réseau des acteurs de l'offre de soin et par le développement de e-services ; dispositifs de e-santé permettant d'améliorer l'offre de soins sur les territoires. • Développement de l'e-tourisme et de nouveaux usages numériques dans le secteur des industries culturelles et créatives. • Soutien et Développement de la filière Sportech : le numérique au service de la performance sportive et le sport pour tous. • Services numériques de transports en faveur de la mobilité des voyageurs : système d'information multimodal, plateforme numérique de mobilité régionale ou interrégionale, système billettique interopérables, e-services d'optimisation des flux. • Soutien à l'inclusion numérique : programmes de médiation et d'inclusion numérique ciblant l'ensemble des néo-aquitains notamment les « précaires numériques invisibles », actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées et/ou en situation de handicap. • Accompagnement pour le développement des usages : Animation et actions de développement des usages numériques ; • Programmes de médiation multi-cibles dans les territoires, d'éducation au numérique pour l'accès à la culture, notamment éducation aux médias, aux usages du numérique et cultures numériques (au-delà des outils numériques ou de l'accès aux services numériques), programme d'éducation au numérique responsable (FSE). • Développement d'e-services sociaux afin de lutter contre l'isolement des personnes et le décrochage numérique des personnes isolées. • Actions visant l'accompagnement des aidants aux nouveaux usages (FSE). • Développement de formations / formateurs s'adaptant aux évolutions numériques (FSE). • Actions de sensibilisation ou expérimentation en faveur de la féminisation des métiers du numérique (FSE).
<p>Bénéficiaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprises (au sens européen), • PME, ETI et TPE pour lesquelles leur transformation numérique revêt un enjeu stratégique majeur. • Tous les secteurs d'activité sont visés. Les entreprises de la filière numérique ou utilisant déjà massivement les outils numériques ne sont néanmoins pas prioritaires. Les bénéficiaires seront appelés à témoigner auprès de leurs pairs de la mise en œuvre effective de leur transformation numérique engagée. • Associations, groupement de coopération, GIE, GIP • Collectivités territoriales, EPCI • Services de l'Etat • Etablissements publics, • Fondations, • Université